



1

Les enfants d'aujourd'hui grandissent dans un monde en mutation. Avec la mondialisation, les économies s'ouvrent, les opportunités se multiplient, et l'essor du savoir bouleverse les fondements de l'économie. Autant de défis nouveaux, sans compter le vieillissement démographique, que nos sociétés devront relever.

Investir dans le changement



En guise de préambule...

En cette froide après-midi d'hiver, Villiers-le-Bel ressemble à beaucoup d'autres banlieues de Paris : de longues rangées d'immeubles identiques, un magasin à prix réduits désert au coin d'une rue et un centre communal près duquel traînent des groupes de jeunes.

Il y a quelques mois, ce sont des jeunes comme eux qui ont amené les banlieues sur le pavé parisien. Nuit après nuit, des milliers de voitures sont parties en fumée au cours d'émeutes qui ont fait la une des journaux à travers le monde. En France, certains se sont contentés de parler de violence gratuite. D'autres y ont vu un cri de colère de communautés immigrées victimes, depuis des décennies, d'exclusion sociale et de marginalisation économique.

Aujourd'hui, les émeutes ne sont plus qu'un souvenir au centre communal. Dehors, des jeunes vêtus de blousons matelassés écoutent du rap sur leur minichaîne stéréo. À l'intérieur, quatre femmes au chômage ont rendez-vous avec un conseiller à l'emploi. Certaines sont nées en France, d'autres sont des immigrées, toutes viennent de milieux ethniques différents. Elles parlent de ce qu'elles doivent mettre dans leur CV et de la façon de démarcher les employeurs. Puis la discussion dévie, non sans emportements, sur les problèmes qu'elles rencontrent dans leur recherche d'emploi.

Certaines pensent que les employeurs sont réticents à les embaucher parce qu'une seule ligne de chemin de fer dessert leur localité : les retards et les grèves risquent de les empêcher d'aller travailler. D'autres croient que les obstacles à l'embauche sont plus insidieux et relèvent de préjugés et de la discrimination. Mais toutes s'accordent à dire que le manque de formation peut constituer un obstacle majeur.

C'est le cas de Linda. Elle a grandi en France, dans une famille d'origine nord-africaine attachée aux traditions, et regrette, aujourd'hui, de ne pas être allée au bout de sa scolarité. « J'étais une élève modèle à l'école, explique-t-elle, mais mon père croyait que les femmes ne devaient pas travailler, mais rester à la maison jusqu'au mariage. Dans notre éducation, notre culture, notre religion, la femme est obligée d'accepter les choses telles qu'elles sont. »

Linda s'est mariée alors qu'elle n'avait pas 20 ans, mais son mariage n'a pas duré et elle a dû élever seule ses enfants. Ce qui a amené sa

famille à reconsidérer ses croyances. « Mon père a finalement accepté mon divorce. Maintenant il comprend ma situation et il a changé d'attitude. Il me pousse à trouver du travail. » Mais c'est tout sauf facile : « Je n'ai pas de CV, pas d'expérience professionnelle et je n'ai jamais fait de stage. » Elle s'est tournée vers l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) pour décrocher une formation et espère que ça l'aidera, tout en sachant que rien n'est gagné. « Il n'y a aucune garantie », dit-elle.

À l'instar de Linda, les femmes savent aujourd'hui qu'elles doivent avoir une formation si elles veulent réussir, trouver un meilleur emploi et améliorer leurs revenus. Ce constat n'a rien de révolutionnaire. Partout dans le monde et dans toutes les classes sociales, les parents harcèlent leurs enfants pour qu'ils étudient sérieusement et obtiennent de bonnes notes, en espérant qu'un jour leurs efforts seront récompensés.

Ce conseil repose sur un concept intéressant : les années que nous passons à étudier génèrent une forme de **capital** qui peut produire des intérêts à long terme, comme d'autres sortes de capitaux que nous connaissons mieux, argent ou biens fonciers, par exemple. Cette idée a de plus en plus de partisans chez les décideurs publics et son influence dépasse le seul domaine de l'enseignement. On peut ainsi considérer qu'être en bonne santé est un genre de capital dont les gains se chiffrent en années supplémentaires d'espérance de vie.

On peut même considérer les modes de relations et les valeurs partagées au sein d'une société comme une sorte de capital qui permet aux gens de travailler ensemble et de réussir économiquement. Son absence explique sans doute certains des problèmes dont souffrent des banlieues telles que Villiers-le-Bel.

Ce livre est consacré à ces formes de capital.

► Ce premier chapitre expose à grands traits certaines des questions clés qui seront examinées plus en détail dans la suite de l'ouvrage. Il porte tout d'abord sur les tendances mondiales qui sont fondamentales pour ces approches du capital : évolution démographique, mondialisation et essor de l'économie du savoir. Il s'intéresse ensuite à la traduction de ces tendances dans la vie quotidienne et aux défis qu'elles posent. Enfin, il présente les travaux entrepris par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour étudier et analyser les effets de la mondialisation et les réponses que les sociétés et les gouvernements peuvent leur apporter.

Quels défis nos sociétés doivent-elles relever ?

Tandis que vous lisez ces lignes, le village d'Ogama, au Japon, a peut-être disparu. En raison de l'éloignement des infrastructures médicales et des services nécessaires à la vie quotidienne, ses habitants, de plus en plus vieux et de moins en moins nombreux, ont en effet décidé de céder leur terre à une usine de recyclage pour partir s'établir dans une ville plus grande, où ils auront emmené avec eux les ossements de leurs ancêtres et le sanctuaire du village.

Le déclin de l'économie rurale du Japon est en partie responsable de la disparition du village d'Ogama. Mais un phénomène de fond touchant l'ensemble du monde développé est aussi en cause : le vieillissement démographique. Il tient à deux raisons principales : nous vivons plus longtemps et nous avons moins d'enfants. Cette tendance aura des effets notables sur les pays développés dans les années qui viennent. Quelques chiffres suffisent à s'en convaincre :

- Environ 15 % de la population des pays de l'OCDE avait plus de 65 ans au début du XXI^e siècle; on prévoit que cette proportion atteindra 25 % d'ici à 2030.
- La population en âge de travailler dans les pays de l'OCDE a augmenté de 76 % dans la seconde moitié du XX^e siècle; on prévoit qu'elle augmentera seulement de 4 % au cours de la première moitié du XXI^e siècle.
- Les changements démographiques affecteront le potentiel de croissance : alors que l'Europe a aujourd'hui un potentiel de croissance annuelle de 2.3 %, on prévoit qu'il tombera à 0.5 % d'ici à 2050.

Par conséquent, le poids des prestations sociales dont bénéficient les personnes âgées reposera bientôt sur les épaules d'une population active de moins en moins nombreuse. Il est donc probable qu'un nombre croissant d'entre nous devra continuer à travailler au-delà de l'âge actuel de la retraite, tout simplement parce qu'il n'y aura plus assez de jeunes. (Au Japon et dans d'autres pays, c'est la population tout entière, et pas seulement la population active, qui diminue.)

Mais pour continuer à travailler, nous devons mettre à jour nos compétences tout au long de notre vie active. Les compétences

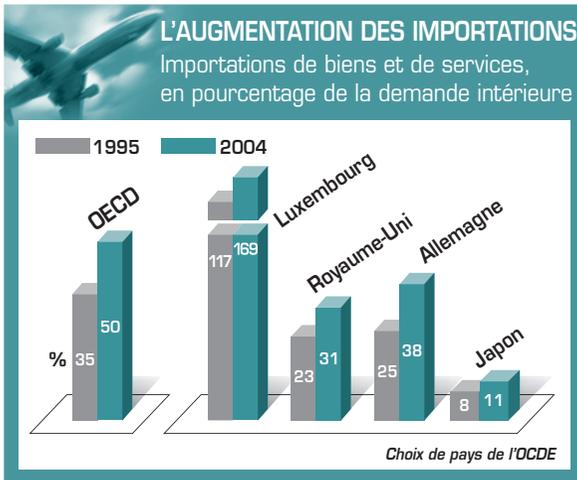
« Le vieillissement est à la fois un défi et une opportunité. Il exercera des pressions croissantes sur les dépenses publiques et freinera la croissance économique. Mais c'est aussi une formidable opportunité : c'est, pour nous tous, la possibilité de vivre plus longtemps des années gratifiantes, au travail et à la retraite. »

Vivre et travailler plus longtemps

nécessaires pour travailler ne cessent en effet d'évoluer, et le rythme de cette évolution s'accélère. Deux facteurs clés sont à l'origine de cette tendance : la progression de la mondialisation et l'essor de l'économie du savoir.

La mondialisation en marche

La mondialisation est un phénomène complexe et controversé qui recouvre un large éventail d'orientations sociales, politiques, culturelles et économiques. Pourtant, il repose sur un fait simple : les frontières n'ont plus l'importance qu'elles ont eu. La mondialisation est perceptible dans tous les domaines : de la diffusion rapide des technologies au nombre croissant d'étudiants et d'universitaires qui vont étudier et travailler à l'étranger.



L'accroissement des échanges internationaux est le reflet de la mondialisation. Mais d'autres facteurs que l'ouverture des frontières déterminent les niveaux d'importation et d'exportation, notamment la taille de l'économie et sa situation géographique.

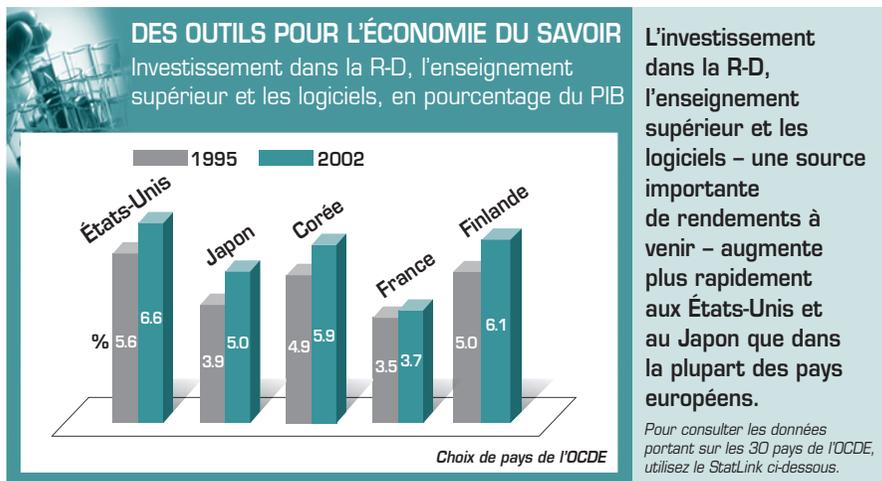
Pour consulter les données portant sur les 30 pays de l'OCDE, utilisez le StatLink ci-dessous.

Au plan économique, la mondialisation signifie que les économies nationales sont de plus en plus intégrées à la fois les unes aux autres et à l'économie mondiale. Une série d'accords internationaux a permis de libéraliser les échanges et l'investissement, les multinationales trouvent tout naturel de délocaliser leur production, et les frontières n'existent pour ainsi dire plus pour les biens manufacturés et certains services.

Selon ses partisans, la mondialisation induit de la croissance économique et démultiplie les opportunités d'échanges commerciaux. Mais elle a aussi, dans une certaine mesure, exposé les emplois manufacturiers, les emplois peu qualifiés et certaines professions qualifiées à la concurrence croissante de pays comme la Chine et l'Inde, où les niveaux de salaire sont bien plus bas que dans les pays développés.

L'économie du savoir

L'émergence de l'économie du savoir exerce sur nos sociétés une pression du même ordre que celle de la mondialisation. La valeur du savoir et de l'information est de plus en plus évidente dans les économies développées. Cette tendance est renforcée par la diffusion rapide des technologies de l'information à haute vitesse.



Désormais, ce ne sont plus les muscles mais les cerveaux qui font la différence : d'où le fossé croissant qui sépare nos revenus selon que nous avons ou non un degré d'instruction élevé.

Les origines de ce fossé remontent souvent à la prime enfance. Même dans les pays développés, les enfants issus de familles pauvres ont moins de chances d'accéder à un bon niveau d'instruction que ceux qui viennent de familles riches, d'où leurs plus grandes difficultés à être compétitifs une fois adultes.

La pauvreté ne se résume pas au manque d'argent : elle s'exprime aussi par un manque de ressources – en matière d'éducation, de santé et de relations sociales – qui handicape la réussite économique. L'impact de la pauvreté n'est pas seulement perceptible à l'échelle de l'individu. Dans de nombreux pays de l'OCDE, on est de plus en plus préoccupé par la marginalisation de groupes sociaux entiers. En raison de leurs liens distendus avec le reste de la société et de leur niveau d'instruction relativement faible, ces groupes ne sont pas en mesure de participer pleinement à une économie mondialisée reposant sur le savoir. Beaucoup pensent que ce phénomène de marginalisation est à l'origine des émeutes qui ont touché les banlieues françaises en novembre 2005. Mais la France n'est pas, loin s'en faut, le seul pays où des communautés entières sont coupées du reste de la société. Comment maintenir la cohésion d'un peuple abritant des communautés de plus en plus diverses et marginalisées? C'est le défi que doivent relever de nombreux pays développés.

« L'élargissement du fossé entre les élites et le reste de la population conduit à s'interroger sur la cohésion sociale au sein de nombreuses sociétés – cohésion qui a été et reste aujourd'hui le fondement de leur stabilité. »

Jørgen Ørstrøm Møller dans
la Société créative du XXI^e siècle

Comment nos sociétés relèvent-elles ces défis?

La mondialisation et l'économie du savoir donnent l'impression d'être de vastes systèmes climatiques se déplaçant lentement dans l'atmosphère et échappant à tout contrôle. De fait, aucun pays ne

peut aujourd'hui à lui seul façonner l'évolution de l'économie mondiale, même si certains ont à l'évidence plus d'influence que d'autres. Toutefois, les sociétés et les gouvernements peuvent – et même doivent – réagir aux évolutions économiques et sociales de façon à protéger les intérêts de leur population.

Comme nous le verrons dans ce livre, les choix stratégiques des gouvernements peuvent jouer un rôle crucial dans l'évolution des économies nationales comme dans la vie de leurs citoyens. Pour illustrer notre propos, imaginons la vie de Jean, un enfant né à Villiers-le-Bel...

Des années de croissance économique ayant permis de construire une bonne infrastructure hospitalière, Jean a eu la chance de voir le jour dans un environnement sûr et de survivre aux premières semaines de la vie. Ce n'est pas ce qui se passe dans la plupart des autres pays. Sur les quelque 60 millions d'enfants qui naissent chaque année dans le monde, environ quatre millions meurent au cours de leurs premiers mois, selon *Save The Children*, un organisme humanitaire britannique. Environ 99 % de ces décès ont lieu dans les pays en développement.

« La croissance économique n'est pas le seul objectif des pouvoirs publics, mais elle procure effectivement des ressources qui permettent de s'attaquer à l'exclusion sociale, à la pauvreté et à la mauvaise santé. »

Du bien-être des nations

Quelques mois à peine après la naissance de Jean, sa famille se trouve face à un premier dilemme. Sa mère doit-elle retourner travailler ou rester à la maison? Elle est consciente qu'elle risque de nuire au développement de son enfant si elle le confie à une nourrice. Mais elle sait aussi que reprendre le travail améliorera le budget familial ainsi que ses perspectives de carrière à long terme.

Sa décision dépendra pour une large part des mesures gouvernementales existantes. Certains pays de l'OCDE incitent financièrement les mères à rester au foyer, tandis que d'autres les encouragent au contraire à reprendre une vie active au nom de la lutte contre la pauvreté familiale. Les politiques gouvernementales et les choix de société affectent donc profondément la vie de Jean bien avant qu'il soit en âge de voter.

Et ils continuent de le faire à cette étape cruciale de la vie qu'est l'école. L'efficacité des systèmes éducatifs varie grandement selon les pays, et les facteurs qui les façonnent sont parfois si ancrés dans la société qu'ils masquent leurs faiblesses. Alors que dans certains systèmes scolaires les enfants issus de milieux pauvres doivent se battre pour réussir, dans d'autres modèles, l'origine sociale joue beaucoup moins. D'où l'intérêt de comparer les performances des systèmes scolaires à l'échelle internationale afin de mieux saisir ce qui les différencie et d'adapter les réponses gouvernementales.

Si Jean vient d'un milieu social défavorisé, il devra probablement se battre tout au long de sa scolarité pour réaliser son potentiel. Il risque de quitter l'école dès qu'il le pourra pour essayer de trouver un emploi. Mais son manque de compétences et de formation limitera considérablement ses choix, d'autant plus que les emplois manufacturiers continuent d'être délocalisés dans les pays moins développés.

« Dans la société du savoir, le progrès social et la croissance économique exigent que tous aient l'opportunité d'acquérir les savoir-faire et les compétences nécessaires en matière de savoir. »

Cofinancer la formation tout au long de la vie

En supposant qu'il trouve un emploi, Jean aura peut-être la possibilité de suivre une formation pour adultes, mais il se peut que son employeur ne veuille pas dépenser d'argent pour former un employé facilement remplaçable dont le niveau de compétences est faible. À moins que le gouvernement ne finance cette formation, malgré ses efforts pour mieux gagner sa vie, Jean aura de plus en plus de mal à s'en sortir...

De quoi est-il question dans ce livre ?

Que peuvent faire les gouvernements et les sociétés pour aider tout au long de leur vie des personnes comme Jean à concrétiser leur potentiel ? C'est, parmi bien d'autres questions, l'une de celles auxquelles l'OCDE s'efforce chaque jour d'apporter des solutions. Les activités de l'OCDE, qui rassemble 30 des principales démocraties de

marché, consistent à analyser des sujets clés en matière d'action publique, qui affectent directement la vie des gens. En s'inspirant de ces travaux, ce livre montre comment le concept de **capital humain** permet de répondre à des défis sociaux et économiques majeurs.

Un livre aussi concis ne peut évidemment donner qu'un aperçu des enjeux les plus importants et des nombreux travaux de recherche et d'analyse de l'OCDE. D'où l'ajout de graphiques, de tableaux et de citations qui donnent une idée de ces travaux. À la fin de chaque chapitre, une section renvoie également à des lectures complémentaires tirées du catalogue de l'OCDE.

Le **chapitre 2** explique en quoi consiste le capital humain et montre pourquoi les technologies de l'information et du savoir sont chaque jour plus importantes pour la croissance économique à travers le monde.

Le **chapitre 3** se penche sur l'importance des premières années de la vie et sur le rôle déterminant que peuvent jouer les politiques familiales dans le bien-être des enfants.

Le **chapitre 4** est consacré à la scolarité et aux facteurs qui rendent les systèmes éducatifs plus ou moins efficaces.

Le **chapitre 5** s'intéresse à la formation et à l'éducation continues, dont l'importance ne cesse de s'accroître avec l'évolution des économies et l'augmentation de l'espérance de vie.

Le **chapitre 6** aborde quelques-uns des facteurs plus généraux qui permettent aux gens de gagner leur vie, notamment le fait d'être en bonne santé, tout en soulignant les liens existant entre les rapports sociaux et l'éducation.

Enfin, le **chapitre 7** examine comment on peut mesurer les niveaux d'éducation au sein d'une société, avant d'en tirer quelques conclusions.

Qu'est-ce que l'OCDE ?

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est un forum au sein duquel 30 démocraties de marché œuvrent de concert pour relever les défis économiques, sociaux et de gouvernance que posent une économie chaque jour plus mondialisée. Ces 30 économies représentent 75 % du commerce mondial.

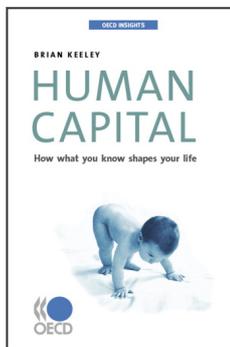
La création de l'OCDE remonte au plan Marshall, mis en œuvre après la Seconde Guerre mondiale pour reconstruire les économies européennes, favoriser une croissance économique durable, l'essor de l'emploi et la progression du niveau de vie. Ces objectifs restent au cœur de la mission de l'OCDE, qui s'efforce également de contribuer à une expansion économique saine, dans les pays membres et ceux en développement, et à l'expansion du commerce mondial sur une

base non discriminatoire. Dans cette optique, l'OCDE a tissé des liens avec de nombreuses économies émergentes.

Les chiffres sont au cœur des travaux de l'OCDE. L'Organisation est l'une des sources de données comparées parmi les plus importantes et les plus fiables au monde, notamment en matière d'indicateurs économiques, d'éducation et de santé. Grâce à ces données essentielles, les gouvernements des pays membres peuvent comparer leurs expériences en matière d'action publique. L'OCDE élabore également des lignes directrices, des recommandations et des modèles dans des domaines tels que la fiscalité et les questions techniques, où la coopération internationale est vitale pour que chaque pays continue à aller de l'avant dans une économie mondialisée.

www.oecd.org





Extrait de :

Human Capital

How what you know shapes your life

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264029095-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Keeley, Brian (2009), « Investir dans le changement », dans *Human Capital : How what you know shapes your life*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264029118-2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.